

**HANDICAP
INTERNATIONAL**

**9 – 12 novembre:
Conférence de Vientiane
sur les bombes à sous-munitions
(BASM)**

**Le Traité d’Oslo se concrétise dans le
pays le plus touché par ces armes**



Sommaire

Communiqué de presse	p.3
Le Laos, pays martyr	p.4
Phet, Ban Advocate, victime de sous munition, témoigne	p.5
Les enfants, premières victimes de ces armes	p.6
Le Traité d’Oslo, un levier nécessaire au développement du pays	p.7
La Conférence de Vientiane	p.8
Handicap International : intervenir au quotidien auprès des victimes	p.9

Annexes

- Les BASM
- Présentation générale de Handicap International
- Cartes de la pollution au Laos
- Contacts pour interviews
- Photos
- Vidéos
- Métal maudit, témoignage sur la collecte de métal au Laos
- Les Ban Advocates

p.11

COMMUNIQUE DE PRESSE

9-12 novembre :

Sommet sur les bombes à sous-munitions au Laos, pays le plus affecté

Vientiane, le 2 novembre 2010. **Le Laos est le pays le plus pollué au monde par les sous-munitions. Il est particulièrement symbolique qu'il accueille la première conférence des Etats parties au Traité d'Oslo interdisant ces armes, du 9 au 12 novembre à Vientiane. A cette occasion, Handicap International appelle les Etats à montrer leur détermination en remplissant leurs obligations, notamment en termes d'assistance aux victimes et de dépollution. Elle appelle également tous les Etats qui ne l'ont pas encore fait à rejoindre le Traité dans les plus brefs délais.**

Le Laos, pays martyr de la guerre du Vietnam

Pendant la guerre du Vietnam, entre 1964 et 1973, les Etats-Unis ont déversé sur le Laos plus de 270 millions de sous-munitions, alors même que le pays n'était pas partie prenante au conflit. L'armée américaine cherchait à stopper le flux d'approvisionnement de la piste Hô-Chi-Minh, au sud du Laos. Aujourd'hui, on estime que près de 80 millions de sous-munitions n'ont pas explosé à l'impact, gisant principalement dans les rizières, les cours d'eau ou sur les routes, menaçant quotidiennement la vie des populations civiles. Plus de 50 000 personnes ont été tuées ou blessées par un accident du à un reste explosif de guerre entre 1964 et 2008, dont près de la moitié en temps de paix. Une situation d'autant plus inacceptable que **les enfants représentent les premières victimes de ces armes**. Entre 1979 et 2008, 60% des victimes civiles étaient de jeunes garçons. Le Traité d'Oslo interdisant les armes à sous-munitions, entré en vigueur depuis le 1^{er} aout 2010, représente enfin une opportunité formidable de faire évoluer la situation du Laos comme celle des trente cinq autres pays et territoires pollués par ces armes.

La première conférence des Etats parties à Vientiane du 9 au 12 novembre 2010

Le Laos est le pays hôte de la première Conférence des Etats parties au Traité d'Oslo qui compte aujourd'hui 108 Etats signataires, dont 43 Etats parties. Ce sommet est une étape essentielle pour asseoir la mise en œuvre de ce Traité. Les Etats parties devront réaffirmer leur engagement à appliquer le Traité, à se mettre d'accord sur un plan d'action déclinant en mesures concrètes les obligations du texte, notamment en termes de dépollution et d'assistance aux victimes et à le promouvoir en appelant tous les Etats à la rejoindre.

Ce sera également l'occasion pour les pays d'annoncer les financements qu'ils vont débloquer pour l'application du Traité. Handicap International entend être particulièrement vigilante quant à la mise en œuvre effective de ces engagements. **Selon le rapport 2010 de l'Observatoire des sous-munitions, entre 58 000 et 85 000 personnes dans le monde auraient été victimes d'un accident de sous-munition.** Pour que les survivants à ces accidents, leur famille et leur communauté soient les bénéficiaires réels de ce Traité, il faut que les fonds pour l'assistance aux victimes et la dépollution soient à la hauteur des enjeux.

Intervenir au quotidien auprès des victimes

Depuis 1996, Handicap International est présente au Laos pour mener des actions de dépollution et d'éducation aux risques afin de réduire la menace des restes explosifs de guerre. Dans le domaine de l'éducation aux risques liés aux restes explosifs de guerre, Handicap International travaille avec les familles impliquées dans la collecte du métal. Ce sont la plupart du temps les jeunes garçons qui récupèrent le métal dans les champs pour les revendre sur les marchés et ainsi contribuer aux revenus de la famille. Ce métal provient le plus souvent des restes de guerre, et hélas, de nombreux engins encore non explosés risquant d'entraîner des accidents lors de leur manipulation, pour un prix de revente dérisoire équivalent à quelques dollars. Handicap International propose également des alternatives à ce commerce et aide les populations locales à développer d'autres sources de revenus.

L'association intervient dans le monde entier aux côtés des personnes handicapées et des personnes vulnérables. Elle agit et témoigne pour répondre à leurs besoins essentiels et améliorer leurs conditions de vie dans plus de 60 pays.

Plus d'informations sur www.handicap-international.org

Contact presse :

Sophie Mazoyer – 04 26 68 76 47 – 06 60 97 09 38 – smazoyer@handicap-international.fr

Le Laos, pays martyr...

Superficie : 236 800 km²

Nombre d'habitants : 6,67 millions

Nombre de sous-munitions déversées : 270 millions soit une moyenne de plus de 40 sous-munitions par habitant

Victimes : plus d'une centaine par an, dont 60% d'enfants.

Le Laos, l'un des plus petits États d'Asie, détient le triste record d'être le pays le plus pollué au monde par les sous-munitions. Pendant la guerre du Vietnam les États-Unis ont déversé **plus de 270 millions de sous-munitions sur son territoire**, alors même que le pays n'était pas partie prenante au conflit. Bien que la guerre d'Indochine soit terminée depuis près de 40 ans, les conflits ont laissé derrière eux des stigmates qui continuent à frapper des victimes innocentes aujourd'hui. C'est la réalité quotidienne que partagent des milliers de communautés vivant le plus souvent dans des endroits reculés du Laos.



© Z. Johnson/Handicap International

Travaillant depuis plus de 14 ans dans cette région, les équipes de Handicap International ont pris la mesure l'impact de ces restes explosifs de guerre sur les populations souvent très pauvres et encore trop souvent oubliées. Ce sont généralement des tâches journalières comme le travail aux champs, le ramassage du bois et les jeux à la lisière des forêts qui se peuvent se terminer de façon tragique. Les rapports et statistiques illustrent clairement l'impact humain et socio-économique de la présence permanente des engins non explosés et en particulier des sous-munitions sur les populations locales.

Quelques chiffres montrent la situation dramatique du pays¹ :

- 25% des villages laotiens sont contaminés par les sous-munitions (cf. cartes en annexes).
- 41 des 46 districts les plus pauvres du pays sont affectés. La majorité des personnes touchées sont issues des catégories les plus pauvres de la population, habitant des zones rurales, souvent éloignées d'un accès rapide aux premiers soins.
- Plus de 50 000 personnes ont été tuées ou blessées par un accident causé par un reste explosif de guerre entre 1964 et 2008 dont près de la moitié en temps de paix.

¹ The National Regulatory Authority for UXO/Mine Action in the Lao PDR, Juin 2010.

Phet Latxabout, Ban Advocate, victime d'une sous-munition témoin

Phet Latxabout est née le 13 février 1946 à Muong Phine, dans la province de Savannakhet, au Laos. Phet est allée à l'école primaire de son village, puis a entamé des études secondaires. Quand la guerre du Vietnam éclate, Phet quitte l'école pour soigner les soldats et leur faire la cuisine, s'installant dans l'une des nombreuses grottes investies par la population laotienne pour se protéger des bombes et des soldats américains.



© Tracie Williams

« C'était en octobre 1966. Je marchais avec 3 amis vers l'endroit où les soldats campaient, mon pied a tapé une sous-munition non explosée. Elle a explosé immédiatement, brisant l'os de ma jambe gauche et disséminant des fragments de métal dans tout mon corps. Deux de mes amis ont aussi été blessés, le dernier est mort. L'explosion m'a laissée dans le champ, couverte de sang, luttant désespérément contre la douleur. Nous étions proches de mon village quand l'accident est arrivé. Des amis sont venus et m'ont emmenée chez le médecin qui travaillait dans les grottes où les soldats de l'armée lao campaient. Le médecin m'a amputé de la jambe gauche, parce que les os étaient trop sérieusement fracturés. Pendant un mois, je suis restée seule dans une grotte, pendant que les autres sortaient pour rejoindre le champ de bataille. J'étais vraiment très seule et je pleurais beaucoup. C'est un moment très difficile.

Avec le temps, j'ai appris à vivre sans ma jambe et à continuer d'assurer ma subsistance. Ma famille a vraiment su prendre soin de moi et c'était pour eux que je me suis battue pour continuer à vivre et à me créer les meilleures conditions de vie que je pouvais. »

Phet a aujourd'hui six enfants et six petits-enfants. Pendant la journée elle effectue des travaux domestiques, s'occupe des chèvres de la famille et prend soin de ses petits-enfants. Elle a été appareillée pour la première fois en 2008 par Handicap International.

Elle milite aujourd'hui aux côtés de l'association au sein d'un groupe de victimes de sous-munitions qui apportent leurs témoignages lors des rencontres et conférences internationales sur la problématique. Ce sont les Ban Advocates. Comme des dizaines d'autres victimes du Laos, d'Afghanistan, d'Éthiopie, de Serbie, d'Irak, d'Albanie, de Croatie, du Vietnam, du Liban... devenues comme elle porte-parole de la cause, Phet a joué un rôle crucial dans la lutte contre les sous-munitions. Son témoignage a contribué à convaincre les représentants d'États pour que leurs gouvernements adhèrent au Traité d'Oslo, permettant son entrée en vigueur le 1^{er} août dernier.

Par ailleurs, elle joue un rôle important au sein de sa communauté en participant aux programmes de sensibilisation aux risques liés à la présence d'engins non explosés : *« Dans mon village je vois des comportements à risque, la plupart étant des enfants qui ramassent des objets métalliques sans se soucier du danger. Alors je les éduque chaque jour et depuis, les risques ont diminué. Je conseille aussi aux autres survivants de profiter des centres de réadaptation pour avoir une meilleure mobilité. »*

Plus d'infos sur www.banadvocates.org

Les enfants premières victimes de ces armes

Au Laos, les enfants représentent les premières victimes touchées par les sous-munitions. **Entre 1979 et 2008, 60% des victimes civiles étaient de jeunes garçons**². Près d'un tiers de plus que la moyenne générale des autres pays touchés !

Les rapports indiquent que les enfants sont souvent blessés ou tués lorsque leurs activités quotidiennes les amènent à entrer en contact avec des mines ou sous-munitions : sur le chemin de l'école ou lors de leurs jeux. Dans certains pays fragilisés par la guerre, comme le Laos, les enfants n'ont d'autre choix que de contribuer aux revenus de leur famille. Ils gardent des troupeaux, ramassent du bois ou partent à la recherche de nourriture.

Le métal, qui se trouve à portée de mains, est revendu sur les marchés, ce qui permet d'assurer un moyen de subsistance privilégié par les enfants. Ils sont alors amenés à manipuler des restes explosifs de guerre et s'exposent ainsi à des blessures extrêmement graves, pouvant entraîner la mort.

Les enfants qui ont survécu à une blessure, souvent sérieusement mutilés, ont des besoins spécifiques et complexes en matière d'assistance aux victimes.

Quand leurs blessures ont exigé l'amputation d'un ou plusieurs membres, cela requiert un accompagnement plus complexe en termes de rééducation, de nouvelles prothèses au fil de leur croissance et d'une chirurgie corrective pour les remplacer.

Les enfants survivants doivent souvent mettre prématurément un terme à leurs études compte tenu de la période de convalescence nécessaire et du poids financier que représente leur rééducation pour la famille. L'aide psychologique aux enfants ayant subi ce type de traumatisme est rarement dispensée, alors que les effets psychologiques peuvent durer toute une vie.



©Tom Wagner/Handicap International

² The National Regulatory Authority for UXO/Mine Action in the Lao PDR, Juin 2010.

Le Traité d'Oslo (3 décembre 2008), un levier nécessaire au développement du pays

Le plan du Laos pour le développement socio-économique national 2006-2010 identifie les restes explosifs de guerre comme un des **enjeux majeurs** de sécurité pour les communautés pauvres, en termes d'accès aux villages et aux endroits publics tels que marchés, écoles, centres de santé.

La présence de restes explosifs de guerre est un frein au développement du pays : la pollution par les sous-munitions et autres engins de guerre non explosés **limite les activités agricoles** et forestières et **augmente le coût des projets d'infrastructures** en zone rurale³.

Selon le Programme des Nations unies pour le développement (PNUD), l'action d'éradication de ces engins est donc une **pré-condition absolue** au développement socio-économique du pays.

Pourtant, depuis 2003, **moins de 5% des fonds alloués** par la communauté internationale aux 7 pays les plus pollués de la planète étaient affectés au Laos.



© Tom Wagner/Handicap International

Le Traité d'Oslo contre les armes à sous-munitions est entré en vigueur le 1^{er} août 2010. Il interdit l'utilisation, la production, le commerce et le stockage de ces armes. Il oblige également les États parties à dépolluer les zones contaminées et à porter assistance aux victimes de ces armes. C'est la première fois que les besoins des victimes et de leurs communautés sont pris en compte de manière aussi forte : les États doivent engager des moyens financiers et humains pour aider les survivants et leur entourage.

L'article 5, largement inspiré des recommandations des ONG de terrain comme Handicap International, définit ainsi les obligations des États en matière d'assistance aux victimes : collecte de données, soins médicaux, réadaptation physique, soutien psychologique, insertion sociale et économique, lois et politiques publiques sur le handicap. L'assistance aux victimes fait l'objet d'un

³ Source : Handicap International, *Circle of impact: l'impact humanitaire des bombes à sous-munitions dans le monde*, mai 2007.

La « Policy Unit » de Handicap International en Belgique est devenue experte en matière d'assistance aux victimes et de recueil d'informations pour le rapport de l'Observatoire des mines depuis 2001 et celui qui concerne les sous-munitions depuis cette année. Cette équipe s'est également démarquée par la publication de deux rapports, *Fatal Footprint* (2006) et *Circle of impact* (2007), qui sont encore aujourd'hui des documents de référence sur l'impact humanitaire des sous-munitions.

Non seulement ces rapports s'appuient sur les travaux effectués au Laos en 1996, ils ont également donné une impulsion au processus d'Oslo, notamment pour la définition de l'article sur l'assistance aux victimes. En 2009, Handicap International a ajouté à son volume de recherche avec *Voices from the ground*. Cette étude est la première à rapporter la voix de ceux qui vivent quotidiennement sous la menace de ces armes. En savoir plus : http://en.handicapinternational.be/Voices-from-the-Ground_a616.html

article à part entière et définit la victime dans un sens large : une victime n'est pas seulement la personne blessée mais aussi sa famille et sa communauté. L'article spécifie un processus d'assistance compréhensive, non-discriminatoire, basé sur les besoins des victimes, coordonné et basé sur des plans mesurables. Les Etats parties ont l'obligation de rapporter leurs progrès dans des rapports annuels. Avec cet article, le Traité d'interdiction des armes à sous-munitions établit une norme internationale qui représente le standard le plus élevé en matière d'assistance aux victimes.

L'article 4 de la Convention définit les obligations des Etats en termes de dépollution. Tous les Etats parties s'engagent à dépolluer leur territoire dans un délai de 10 ans. Cette mesure permettra notamment au Laos de voir sa situation évoluer puisque les champs, les rizières, les villages, les routes... devront être nettoyés avant le 1^{er} aout 2020.

Le Laos a été le deuxième pays à signer le Traité d'interdiction des armes à sous-munitions le 3 décembre 2008 après la Norvège. Le 18 mars 2009, il a ratifié ce texte. Il est l'hôte de la première conférence des Etats parties au mois de novembre à Vientiane, sa capitale.

La Conférence de Vientiane

Le premier sommet officiel des Etats parties du 9 au 12 novembre au Laos est une étape essentielle pour asseoir la mise en œuvre de ce Traité. Les Etats parties devront réaffirmer leur engagement à appliquer le Traité, à se mettre d'accord sur un plan d'action déclinant en mesures concrètes les obligations du texte, notamment en termes de dépollution et d'assistance aux victimes et à le promouvoir en appelant tous les Etats non signataires à la rejoindre.

C'est également l'occasion pour les pays d'annoncer les budgets débloqués pour la mise en œuvre du Traité.

Handicap International entend être particulièrement vigilante à ce que les obligations de financement soient effectivement mises en œuvre. Le Traité, même une fois entré en vigueur, n'a que peu d'effet sur le terrain si les fonds ne sont pas à la hauteur des enjeux. L'association aura notamment comme objectif d'appuyer au mieux les victimes afin qu'elles puissent apporter leur message aux autorités compétentes et les aider à mettre en place des services de santé, de réhabilitation d'éducation et d'insertion socio-économique adaptés aux mieux aux besoins des populations. En employant exclusivement des Lao au sein des équipes de dépollution et d'éducation aux risques, Handicap International envoie un message fort à la communauté internationale. L'association l'encourage à investir au plus près des bénéficiaires directs et à les impliquer en tant qu'acteurs fondamentaux du combat contre les sous-munitions.

Jean-Marc Boivin, responsable de l'action politique et du plaidoyer à Handicap International : « *Les associations, renforcées dans leur lobbying par les survivants de sous-munitions, ont témoigné des difficultés quotidiennes que les victimes rencontrent sur le terrain. Elles ont ainsi pu dire haut et fort à l'ensemble de la communauté internationale qu'il n'était pas acceptable de négliger et d'abandonner à leur propre sort des centaines de milliers de personnes. Les droits de l'Homme continuent à être impunément bafoués et c'est intolérable. Voilà pourquoi nous continuerons de nous mobiliser.* »

Sur le terrain, tant reste à faire...

Handicap International Laos : intervenir au quotidien auprès des victimes



© Tim Dirven/PANOS- Laos 2008 Cette bombe de 1000 livres a été trouvée par les enfants à proximité du village Souang Ngai. L'équipe itinérante de HI enlève la bombe pour la détruire.

En 1996, en coopération étroite avec le Ministère du travail et des Affaires sociales, Handicap international a conduit la première étude nationale sur l'impact socioéconomique des engins non explosés couvrant plus des 2/3 du territoire laotien. Douze ans après, cette étude reste encore d'actualité pour déterminer l'ensemble des priorités. Dès lors Handicap International agit sur le territoire lao pour réduire la menace et les effets des restes explosifs de guerre. Elle déploie ses actions de dépollution et d'éducation aux risques dans trois districts les plus affectés de la province de Savannakhet : Nong, Villabuly et Xepon.

Depuis 2006, les équipes d'intervention ont nettoyé plus de 1 200 000 m² de terrain et ont détruit 8 445 restes explosifs de guerre.

L'association a également mis en place une équipe de débombage de proximité qui se déplace à la demande des communautés pour éliminer une menace précise. Elle est intervenue dans plus de 70 villages depuis 2006.

Dans le domaine de l'éducation aux risques des sous-munitions, Handicap International a développé et utilisé un module destiné spécifiquement aux parents. Les équipes travaillent notamment avec les familles impliquées dans la collecte du métal provenant essentiellement des restes explosifs de guerre, afin de les encourager à adopter des comportements limitant les risques d'accidents.

Un projet-pilote de culture maraîchère est également en cours afin d'offrir des solutions alternatives aux personnes pratiquant la collecte de restes explosifs de guerre. Près de cinquante familles (la

moitié comprenant au moins un membre en situation de handicap) ont reçu une formation de plusieurs semaines essentiellement axée sur l'utilisation de semences variées et de techniques de composte et d'entretien des jardins. Ces familles ont toutes diminué voire totalement arrêté la collecte de métal. Le projet entend également améliorer l'apport nutritionnel des familles. D'autres familles extérieures à ce projet ont adopté les techniques enseignées. Le concept original a également été adapté sur d'autres provinces du Laos par plusieurs autres organisations.

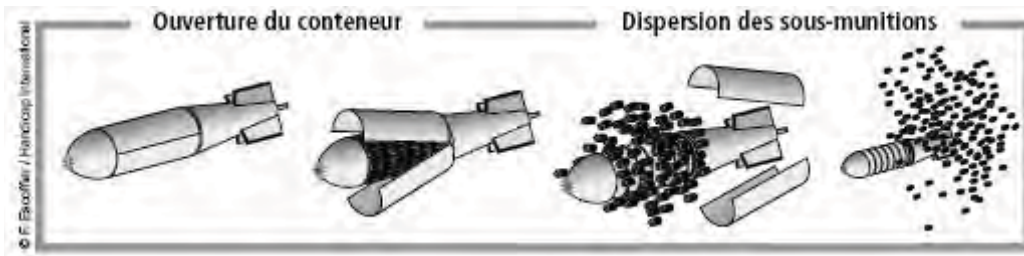
Fort de son expérience de terrain, Handicap International travaille pour que le gouvernement renforce les structures générales de santé communautaires. Celles-ci doivent bénéficier non seulement aux personnes victimes d'accidents de sous munitions mais également à l'ensemble des populations pauvres ayant encore trop peu accès aux soins de santé élémentaires.

Pour Luc Delneuvillle, directeur des programmes de Handicap International au Laos. « *En intégrant les communautés au sein des projets de dépollution, d'éducation aux risques, d'activités génératrices de revenus et de plaidoyer, nous observons un impact tangible de notre intervention. Les populations locales se sont réappropriées les activités et sont directement impliquées dans les prises de décisions. Cela donne un réel sens à notre engagement humanitaire.* »

Annexes

Les bombes à sous-munitions

. **Le fonctionnement des BASM** : Les BASM sont des armes offensives, conçues pour saturer et neutraliser une zone dans laquelle se situent une ou plusieurs cibles militaires (infrastructures, véhicules, troupes). Elles peuvent être larguées par voie aérienne ou tirées par voie terrestre. Le conteneur s'ouvre dans les airs et éjecte les sous-munitions qui se dispersent sur de larges zones, et touchent de ce fait les populations civiles aux alentours. Conçues pour exploser, en principe, au contact du sol ou de l'objectif visé, on estime que 5 à 40% des BASM n'explorent pas à l'impact, et continuent donc de mutiler et de tuer bien après la fin des conflits. Elles ont, de ce fait, les mêmes conséquences que les mines antipersonnel.



. **Les BASM en chiffres :**

- 39 pays et territoires* sont aujourd'hui susceptibles d'être affectés par la présence de sous-munitions non explosées, à commencer par l'Asie du Sud-est, où 383 millions de sous-munitions ont été larguées entre 1965 et 1975 ;

- Les Etats-Unis, la France, Israël, le Royaume-Uni, la Russie... : En tout ce sont 15 Etats qui ont utilisé des BASM depuis 1965, ainsi que plusieurs groupes armés ;

- 34 Etats ont produit des BASM depuis les années 1950 ; 17 d'entre eux sont suspectés de toujours en produire en 2009 ;

- Plusieurs milliards de sous-munitions sont aujourd'hui stockées par 74 Etats. Les Etats-Unis stockent à eux seuls entre 750 millions et 1 milliard de sous-munitions.

* Plus de détails sont disponibles sur www.sousmunitions.org

Présentation générale de Handicap International



Handicap International est une association de solidarité internationale indépendante, qui intervient dans les situations de pauvreté et d'exclusion, de conflits et de catastrophes. Œuvrant aux côtés des personnes handicapées et des personnes vulnérables, elle agit et témoigne pour répondre à leurs besoins essentiels et améliorer leurs conditions de vie. Handicap International s'engage à promouvoir le respect de leur dignité et de leurs droits fondamentaux. Depuis sa création en 1982, Handicap International a mis en place des programmes de développement dans plus de 60 pays, et intervient dans de nombreuses situations d'urgence. Le réseau de 8 associations nationales (Allemagne, Belgique, Canada, France, Luxembourg, Suisse, Royaume-Uni, USA) œuvre de manière constante à la mobilisation des ressources, à la cogestion des projets et au rayonnement des principes et actions de l'organisation. Handicap International est une des six associations fondatrices de la campagne internationale pour interdire les mines (ICBL), co-lauréate du prix Nobel de la paix 1997. Depuis 2003, Handicap International est engagée dans le combat contre les bombes à sous-munitions. Elle est l'un des membres fondateurs de la Coalition contre les sous-munitions (CMC), l'un des acteurs clés de l'élaboration du Traité d'Oslo interdisant ces armes.

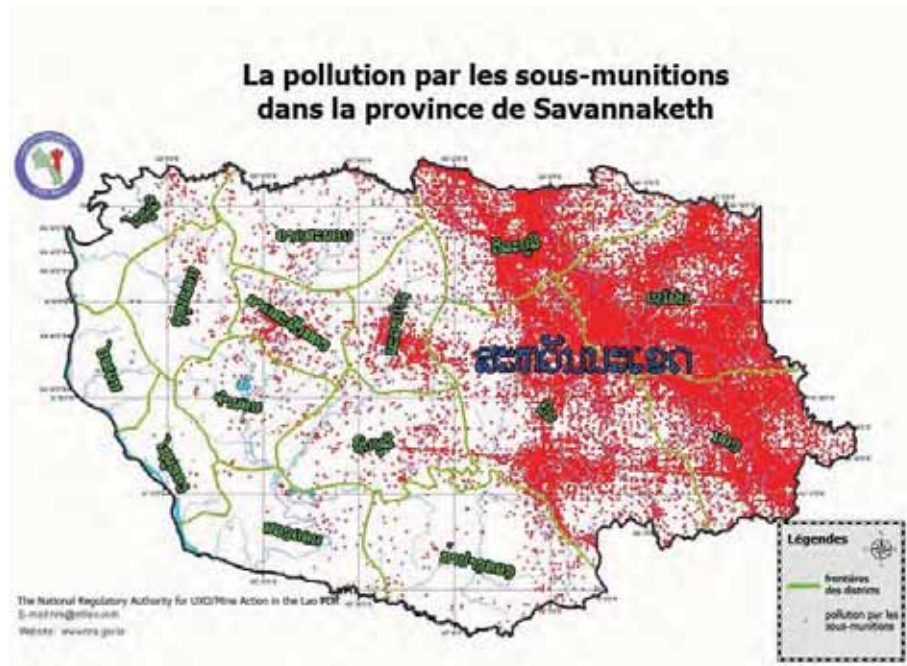
Handicap International agit et témoigne partout où « vivre debout » ne va pas de soi.

. Cartes des zones polluées du Laos

. Le Laos



. La Province de Savannaketh



. Interlocuteurs pour interviews



. Luc Delneuve, directeur du programme Handicap International Laos

Luc Delneuve a une formation en psychologie et travail social. Il travaille en Asie du Sud-est depuis vingt-cinq ans. Après plusieurs années dans les camps de réfugiés en Thaïlande, il s'installe au Cambodge en 1994 et débute sa carrière avec Handicap International. Il est nommé directeur du programme Laos en 1997. Depuis il dirige les activités de réadaptation fonctionnelle pour adultes et enfants, la dépollution des restes explosifs de guerre, le soutien socio-économique pour les personnes handicapées, les droits des personnes handicapées et la sensibilisation aux risques liés à la sécurité routière.



. Bruno Leclercq, chef de la « Policy Unit » de Handicap International

Juriste de formation, Bruno Leclercq travaille pour Handicap International Belgique depuis douze ans. Il a commencé sa carrière dans l'association comme responsable des programmes Afrique puis Asie depuis le siège de Bruxelles (1999-2004).

Actuellement au poste de responsable de l'Unité politique, il a également passé cinq ans sur le terrain au Cambodge (2004-2009) en temps que chef de mission.



. Zach Hudson, Handicap International USA, coordinateur de la Campagne américaine pour interdire les mines

Zach Hudson a une maîtrise en études internationales de la paix, du Trinity Collège à Dublin, Irlande. Il a été le directeur de campagnes humanitaires pour The United Nations Association of the USA, notamment pour le projet Adopt-A-Minefield, en partenariat avec les Nations unies. Ce projet portait sur la mise en œuvre du Traité d'Oslo (démunition, assistance aux victimes et actions de sensibilisations aux risques liés à ces armes). Il est aujourd'hui l'un des acteurs clés du plaidoyer au sein de Handicap International. Il est également le coordinateur de la Campagne américaine pour interdire les mines (USCBL), une coalition de 500 organisations non gouvernementales aux Etats-Unis.



. Ed Kenny, responsable plaidoyer, Handicap International USA

Ed Kenny a eu une première expérience à la Chambre des représentants des Etats-Unis puis a travaillé comme analyste de la politique et du budget auprès de l'Assemblée générale du Maryland. Il a également travaillé sur le handicap physique et la question des politiques d'accessibilité dans le secteur de l'enseignement supérieur. Il est aujourd'hui responsable du plaidoyer et des opérations de sensibilisation à Handicap International USA.

. Photographies presse

Toutes les photographies de ce dossier de presse peuvent être reprises par les journalistes sous condition de conserver le copyright indiqué.

Seule la photographie de Tom Wagner page 7 ne peut être utilisée sans l'accord préalable du photographe.

Pour d'autres photos sur le Laos, une planche contact est disponible à l'adresse suivante :

<ftp://ftp.handicap-international.fr/>

Nom d'utilisateur : invite

Mot de passe : invite

Chemin : /download/PhotosLaos

. Vidéos :

- *Unexploded* : (version internationale)

40 minutes

Réalisé par Philippe Cosson (*Pluie du diable*) en juin 2010, ce documentaire allie images d'archives, des images tournées dans la province de Savannakhet, des témoignages de victimes, de représentants de Handicap International Laos et d'un représentant officiel du Laos sur la question des sous-munitions. Un documentaire poignant sur la situation dramatique de ce pays et sur les actions de l'association pour y remédier.

- *Ban Advocates : from victims to champions*

20 min.

Réalisé par Chris Anderson en été 2009, le film présente l'initiative des Ban Advocates et reflète le parcours des survivants jusqu'à leur présence à Oslo, et leur rôle dans le processus qui a mené à l'interdiction des armes à sous munitions.

Il a été présenté entre autres à l'occasion de l'entrée en vigueur du traité, le 1er août 2010.

- *Lao's Bitter Harvest*

23 min.

Ce documentaire de 25 minutes réalisé en langue anglaise pour la série 'One square mile' diffusée sur la BBC, a été montré pour la première fois en septembre 2010.

Tourné dans le village de Xuong Tai dans la province de Savannakhet en juillet 2010, il offre un regard sur cette partie du Laos qui a pendant la guerre été la cible quotidienne des bombes à sous munitions.

Les vidéos sont disponibles à l'adresse suivante

<ftp://ftp.handicap-international.fr/>

Nom d'utilisateur : invite

Mot de passe : invite

Chemin : /download/VidéosLaos

Voyage au pays du métal maudit

Aurore Van Vooren, éditrice chez Handicap International témoigne



© Tim Dirven/PANOS- Laos, 2008

Récupérer le métal au Laos, c'est la possibilité de grappiller quelques dollars nécessaires à la survie de la famille. Mais là-bas, ce métal, la population le trouve généralement sur les engins de guerre non explosés (UXO) qui infestent le pays depuis la fin de la guerre du Vietnam au début des années 70.

Le 22 septembre 2008. Nous sommes au Laos depuis une semaine déjà, Tim Dirven et moi, pour ramener en Belgique photos et témoignages sur la problématique des sous-munitions. Aujourd'hui, nous allons chez un ferrailleur à la sortie de Xepon. **Handicap International** a un bureau dans cette petite ville de la province de Savannakhet, qui sert de base aux équipes des projets de réduction de la menace des engins de guerre non explosés (UXOs). Dès notre arrivée, les membres de l'équipe avaient insisté sur les problèmes posés par la récupération du métal. **Pethdavahn**, la coordinatrice des projets d'éducation aux risques des mines, nous avait même prévenus: « *Nous irons dans des villages où vous risquez de voir des gens avec un détecteur. Si vous voulez les suivre, il faudra être prudent et si jamais ils trouvent quelque chose, vous ne pouvez pas rester. C'est trop dangereux.* » Un avertissement qui fait froid dans le dos et pourtant, c'est un danger que courent beaucoup de Laotiens dans ce district. Dans bien d'autres aussi, hélas.

En quelques jours, j'ai pu me rendre compte de la complexité du problème. Au début, on se demande pourquoi ces gens acceptent de courir le risque d'être mutilé, voire même de perdre la vie pour quelques bouts de métal. La réponse est simple, il suffit de se rendre dans les villages de la région pour comprendre : les villageois comptent parmi les plus pauvres du pays. Je peux le voir dans l'état de beaucoup de maisons, avec les nattes des murs délabrées. Je le vois lorsqu'ils m'invitent à entrer, moi la « Phalang » qui n'arrête pas de poser des questions. Souvent, le mobilier est très réduit : un petit meuble pour contenir tous les vêtements de la famille, et encore. Là-bas, le revenu moyen s'élève à un Euro par jour.

Mais c'est **Son Kea**, une dame de 55 ans, qui va en quelques mots résumer tous le problème. J'ai discuté avec elle -par interprètes interposés- après une séance de sensibilisation aux risques des engins de guerre non explosés. La session avait porté sur les comportements les plus adaptés dans certaines situations de la vie quotidienne, comme la façon de se servir de son outil par exemple. **Son Kea** m'a raconté son histoire, la vie pendant la guerre et puis la vie après. Je lui pose la question: « *Est-ce que vous récoltez le métal des bombes, même en sachant que c'est dangereux?* »

Sa réponse est sans équivoque : « *Non, plus maintenant, parce que je suis trop âgée, je n'ai plus la force de porter le sac. Mais si je pouvais, je le ferais encore.* » C'est maintenant sa fille qui part récolter le métal : « *Autrement, nous n'avons pas assez de riz pour vivre. Pendant la saison des pluies, c'est mieux, il n'est pas nécessaire de collecter le métal. On trouve assez de bambous à revendre au Vietnam pour gagner de quoi nourrir la famille. Et si plus personne ne voulait nous acheter le métal, la vie deviendrait très difficile, parce que nous n'avons pas vraiment d'autre choix* ». Oui, Son Kea et les siens savent que c'est dangereux. Ils ont vu assez de personnes mourir ou être mutilées après l'explosion d'une bombe comme on dit ici. Simplement, ils n'ont pas le choix.

L'équipe de **Handicap International** a pourtant vu la situation évoluer. Le message semble faire son chemin parmi la population. Bounmai et Kinoy, qui supervisent les volontaires du district de Xepon, sont positifs: « *Au début du projet, il y a deux ans, les villageois en savaient peu sur les dangers exacts des UXO. De plus en plus, quand ils trouvent quelque chose, ils nous avertissent et on déplore moins d'accidents* ». Mieux : dans le district de Villabuly, depuis le que le projet est en place, les agents de **Handicap International** n'ont enregistré aucun accident !

Je peux constater par moi-même la différence entre les deux districts. Les routes sont en meilleur état, les gens au bord de la route donnent l'impression d'être plus prospère. Même le petit village où nous devons nous rendre semble bénéficier de l'impact positif de la mine d'or et de cuivre qui a ouvert il y a quelques années.

Il suffirait donc de proposer une source de revenus alternative ? Oui, mais pas seulement. En dehors des actions d'organisations comme **Handicap International**, j'ai l'impression que rien n'est fait pour dissuader vraiment les gens de partir collecter le métal. L'achat d'un détecteur par exemple. Rien de plus simple : on en trouve au marché de Xepon. Nous avons fait l'expérience et nous en avons acheté un. En négociant un peu, nous avons obtenu un détecteur de fabrication chinoise pour 150.000 kips, environ 12.5 Euro. En sachant que le kilo de métal se négocie aux alentours des 200.000 kips, le calcul est vite fait.

Mais nous voilà parti chez notre ferrailleur. Pethdavahn nous rappelle encore une fois les consignes de sécurité : ne rien toucher, rester sur les endroits de passage. J'avoue que je ne m'attendais pas à ce que j'allais trouver. J'imaginai que les UXOs n'étaient qu'une petite partie du métal récolté. Le ferrailleur me détrompera vite, la majeure partie de ses revenus vient de là. Déjà, un ensemble d'obus de belle taille semble attendre notre visite à proximité de l'entrée. Et j'ai l'impression que, quel que soit l'endroit où mon regard se porte, je peux voir ici un petit tas de bombes, là un mortier éventré.

L'équipe semble inquiète, on appelle **Kengkeo**, le responsable des équipes de débombage. Il examine le site, repère une sous-munition et un mortier contenant encore de l'explosif. Et un peu plus loin, une sous-munition avec des traces de phosphore blanc, une substance chimique qui cause de grave brûlures. Je pense à la fillette de six ans qui se tenait à l'entrée de la maison et qui doit certainement avoir fait de la parcelle son terrain de jeu. Le ferrailleur doit certainement y penser lui aussi. Pourtant, il nous avait affirmé un peu plus tôt : « *Lorsque les villageois viennent, je vérifie si ce qu'ils m'apportent est déjà ouvert. Si l'UXO est toujours vivant, je ne l'achète pas.* ». Finalement, lui aussi est victime de ce commerce en quelque sorte, alors que je l'imaginai en vil profiteuse de la misère humaine.

Un commerce rendu possible par le flou qui règne sur l'application de la loi. En principe, le commerce du métal provenant des engins de guerre non explosés est interdit. Mais l'application de la loi varie d'une province à l'autre, les autorités ferment les yeux.

La problématique de la récupération du métal sur des engins de guerre non explosés au Laos, on le voit, est donc très complexe. **Handicap International** peut apporter une partie des réponses et prévenir de nombreux accidents - et les situations de détresse qui en résultent. Mais au-delà, un pan important de la réponse doit venir d'une amélioration de la situation socio-économique et d'une réelle volonté politique de mettre fin à cette pratique, tout en offrant des alternatives à une population qui vit dans la précarité. Sans cela, les vendeurs de détecteurs bon marché auront encore de beaux jours devant eux.



The Cluster Munitions Ban Advocates Initiative

The Ban Advocates project, initiated in September 2007, form an increasing unique group of people affected by cluster munitions who have been working together to rid the world of cluster munitions and to ensure support to affected communities.

The group has grown to include individuals from Albania, Afghanistan, Croatia, Ethiopia, Iraq, Lao PDR, Lebanon, Serbia, Tajikistan, Viet Nam and The United States of America.

The Ban Advocates played a prominent role in the Oslo process on cluster munitions and will continue to remain closely involved in the universalization and especially in the implementation of the Convention on Cluster Munitions (CCM) in the coming years.

In January 2010, Laos joined the Ban Advocates initiative, contributing a group of 8 individuals: Mr. Bounmy Vihak, Mrs. Chanthava Podbouly, Mr. Latsamy Voralath, Mr. Norva Lee, Mrs. Phet Latsabout, Mr. Phongsavath Manithong, Mr. Ta Douangchom and Mr. Thoumy Silamphan.

Please find more information into a specific leaflet developed about the Laos Ban Advocates.



The stories, thoughts, statements and activities; both at international and national levels; of the Ban Advocates can be found at:

www.banadvocates.org

The Ban Advocates participants at the First Meeting of States Parties, Vientiane, November 2010



Mrs. Lynn Bradach, United States

Lynn Bradach is a mother who lost her son, US Marine Travis Bradach-Nall, in Iraq. Travis was killed in 2003 while clearing an American submunition.

“Now, more than ever, I am pushing for US adoption and ratification of the Convention on Cluster Munitions” said Bradach at the "Travis drums" ceremony in Portland, on 1st August 2010, to celebrate the entry into force of the Convention on Cluster Munitions.

Bradach lives in Portland, Oregon. She has been campaigning in the USA and at the international level since November 2008. She speaks English.



Mr. Dejan Dikić, Serbia

Dejan Dikić was a secondary school teacher living in Niš when 1999 NATO air campaign was launched. He was at home with his family during a cluster munition strike. A bomblet exploded near his doorstep, injuring Dikić's knee and damaging his house.

“I would like to urge you to always include victims in all stages of victim assistance. It is only by working together with us that you shall succeed to implement your victim assistance obligations!” said Dikić at the Vienna Expert Conference on Victim Assistance, April 2010.

Dikić is a software engineer, a teacher and an active member of the Niš Civilian War Victims Association. He has been campaigning since the beginning of the Oslo process. He speaks Serbian and English.



Mr. Soraj Ghulam Habib, Afghanistan

10 year-old Soraj Ghulam Habib was a primary student in Herat. In 2002, on his way back home after a family picnic, he saw a yellow “can.” When he attempted to open what was later identified as a BLU-97 cluster submunition, the explosion took away his legs and his finger.

“We call on States Parties to put the Convention on Cluster Munitions into practice and to ensure that it has a positive and long term impact on survivors, and those living in affected communities” said Ghulam Habib at the Santiago International Conference on the Oslo Convention on Cluster Munitions, in June 2010.

Now aged 19, Habib has restarted his studies and become one of the youngest campaigners within the cluster munitions ban movement. He speaks Dari and some English; he is accompanied by his interpreter, Mr. Zabiullah Azimi.



Mr. Branislav Kapetanovic, Serbia

Branislav Kapetanovic served as a deminer in the Yugoslav army from 1995 to 2000, when he was injured by a BLU 97 submunition during a clearance operation at the Dubinje airport in Sjenica. He lost his four limbs: his hearing and sight were damaged.

“We have come, a really long way, in this year of the Oslo Process. The treaty has not been watered down in the process, but has in some areas, like victim assistance and clearance, grown stronger and better,” said Kapetanovic at the Dublin Conference in May 2008.

Kapetanovic is a clearance expert and the Cluster Munition Coalition spokesperson. He has been campaigning since the very beginning of the Oslo process. He speaks Serbian and some English. Kapetanovic is accompanied by his assistant, Mr. Uros Davidovic and his interpreter Mrs. Ljiljana Sapsovic.



Mr. Fakhridin Mahmadulloev, Tajikistan

Mahmadulloev was 11 years old when in 1993 he found a cluster submunition in one of neighboring backyards in his native village. He suffered fragmentary injuries and contusion.

Now, 28 years old, Mahmadulloev followed training for cluster munition survivors organized in Tajikistan in 2010. He will join the Ban Advocates initiative for the first time at Vientiane in November 2010. He speaks Tajik and some English.



Mr. Raed Mokaied, Lebanon

Raed Mokaied was living in Nabatieth with his wife and two sons. In 1999 he went with his family to a public park to celebrate his son Ahmad's fifth birthday. Ahmad found a bright colored "bottle" that was later identified as a cluster submunition: the boy was killed in the explosion.

"(My wife and I) both desire that no more children be injured or killed by cluster munitions in Lebanon or in any other affected country," said Mokaied during the Middle East Victim Assistance Workshop, May 2010, Amman, Jordan.

Mokaied is an optician and businessman who joined the Ban Advocates initiative in May 2008. He speaks Arabic and English.



Mr. Thi Pham Quy, Viet Nam

In 1977, Thi Pham Quy was working in his rice field in Quang Tri province when his hoe hit a cluster submunition. He lost one arm and was injured in his chest and legs.

“I desperately call on the international community to take action in providing support to the affected countries” said Pham Quy at the Regional Conference on the Promotion and Universalization of the Convention on Cluster Munitions, Indonesia, November 2009.

Pham Quy is a farmer and the Chief Officer of the Commune Institute of People with Disability in his hometown. He has been campaigning with Handicap international since 2008. He speaks Vietnamese and is accompanied by his interpreter Mr. Ngo Xuan Hien, from Project Renew.



Mr. Umarbek Pulodov, Tajikistan

Umarbek Pulodov was a child during the Tajik civil war. When he was six he experienced a cluster munition strike that killed and injured several members of his family. Pulodov lost an eye in the bombing and his hand was injured.

“We want to contribute our thoughts and knowledge to the Oslo Process to assure that decision-makers will take into consideration the real needs of cluster munitions survivors, including those of their families and communities,” said Pulodov during the civil society forum at the Belgrade Conference in October 2007.

Pulodov is a university student in Dushanbe. He organized campaigning events in the Rasht district and has campaigned at international level since 2007. He speaks Tajik, Russian and English.



Mr. Yoeun Sam En, Cambodia

Decades after the cluster bombs were dropped; a cluster munition accident occurred and changed his life completely on 2004. As he farmed, he often came across cluster bomb remnants, and removed them so no harm could come to his children as they played in the fields. He lost both my eyes and arms.

“Thanks to my Cambodian friends, I can find my way to meet with delegates and the media. Even though I cannot see them, I still have my voice to tell them: Look at me and stop destroying lives!” said Sam En during the Dublin Conference in May 2008.

Yoeun Sam En is a father of four children, a husband and a rice farmer. He lives in the northeast of Cambodia. He has been campaigning since his participation to the Dublin Conference in May 2008. Sam En is accompanied by his wife Man Von.



Mrs. Hoeun Sok, Cambodia

Sok is now 36 years old. She had an accident when she was 16 years old; at the time she was walking to her farm. She lost one leg.

Sok lives in Cambodia. She attended vocational training on sewing, and attended a conference organized in Siem Reap in 2009. She will join the Ban Advocates initiative for the first time at Vientiane in November 2010. She is accompanied by her Interpreter Lim Sotheary, from Handicap International Cambodia.



Mrs. Dusica Vuckovic, Serbia

Dusica Vuckovic is mother of two children and the wife of a man who was injured by a cluster submunition. When she was informed of her husband's accident, her life and the lives of her family were changed forever.

"It is time to stop the killing and maiming of our children and husbands. It is time to stop making victims out of our families," said Mrs. Vuckovic at the Wellington Conference in February 2008.

Mrs. Vuckovic lives in Niš with her family, is a professional in the private sector and has campaigned with her husband since the beginning of the Ban Advocates Project. Mrs. Vuckovic is accompanied by her interpreter Mrs. Marija Jovic.



Mr. Sladjan Vuckovic, Serbia

Sladjan Vuckovic served as a deminer in the Yugoslav Army for 15 years. In 1999 he was injured during a clearance operation at the Kopaonik National Park. He lost both arms, his leg and chest were injured and his hearing was damaged.

"I am an optimist and I sincerely believe that the Convention will not remain dead letter and be respected and implemented. Nevertheless, I know that our work isn't finished. We need to do even more efforts to implement all provisions of the Convention" said Vuckovic during a press conference in Brussels, on 1st August 2010, to celebrate the entry into force of the Convention on Cluster Munitions.

Father of two, Vuckovic lives in Niš. He is an expert on clearance and has been campaigning with the Ban Advocates since 2007. Vuckovic is accompanied by his wife Dusica and his interpreter Mrs. Marija Jovic.